

Une huile de palme durable à l'horizon ?

***Les ambitions élevées de l'Alliance belge
pour une huile de palme durable***



CTB TRADE FOR DEVELOPMENT



Intro

Dotée de caractéristiques uniques, l'huile de palme est un ingrédient très prisé par l'industrie alimentaire. Toutefois, elle est aussi très souvent associée à la déforestation galopante qui sévit en Indonésie et en Malaisie.

Pour préserver la nature, la culture de cet « or orange » doit donc se faire de manière plus durable.

La *Table ronde pour l'huile de palme durable (RSPO)* s'est (trop ?) lentement attelée à cette tâche. Depuis 2014, l'Alliance belge pour une huile durable entend accélérer le processus en Belgique.

Table des matières

L'huile de palme, un produit unique et controversé	3
La réponse de l'industrie	5
Réactions du monde des ONG	6
HCS, un concept clé ?	7
L'Alliance belge pour une huile durable	8
Un exemple : Lotus Bakeries	9
Conclusion	10



L'huile de palme, un produit unique

- L'huile de palme est extraite de la pulpe du fruit du palmier à huile. Deux pays assurent aujourd'hui 87 % de la production mondiale : la Malaisie et l'Indonésie. L'Europe est le troisième importateur, après la Chine et l'Inde. Selon les estimations, les petits cultivateurs représentent quelque 40 % de la production, contre 60 % pour les grandes plantations. L'huile de palme offre donc un beau potentiel en termes de développement régional et d'emploi.
- L'huile de palme est en outre résistante aux hautes températures, a un goût neutre, reste à l'état solide ou semi-solide à température ambiante et ne s'oxyde pas rapidement. En somme, l'huile de palme est **un ingrédient idéal pour l'industrie alimentaire**. En 2005, elle a d'ailleurs détrôné l'huile de soja pour devenir l'huile végétale la plus consommée au monde. À l'heure actuelle, dans les supermarchés, 1 produit sur 10 contient de l'huile de palme, y compris des produits cosmétiques et des détergents.

Bon à savoir

La productivité à l'hectare de l'huile de palme est de loin supérieure à celle des autres huiles végétales. Alors qu'ils n'occupent que 6 % de la superficie totale consacrée à la production d'huile végétale, les palmiers à huile produisent 32 % du volume total. En d'autres termes, sans l'huile de palme, on aurait besoin de 7 à 10 fois plus de superficie pour produire la même quantité d'huile.

L'huile de palme, un produit controversé

- **Par les médecins** : l'huile de palme contient **50 % de graisses saturées** (un résultat certes meilleur que l'huile de coco ou le beurre de cacao, mais moins bon que l'huile d'olive ou de colza). Aussi le Conseil supérieur de la santé recommande-t-il de limiter la consommation d'huile de palme, ce qui a incité les fabricants à étiqueter certains de leurs produits « sans huile de palme ».
- **Par les organisations environnementales et de développement** : l'expansion des plantations de palmiers à huile a entraîné **l'abattage de superficies gigantesques de forêt tropicale**, ainsi que la destruction de tourbières particulièrement vulnérables. Les populations comme les animaux se voient aujourd'hui dépossédés de leurs habitats traditionnels, et l'on ne compte plus les conflits sociaux sur la propriété foncière ou les droits des travailleurs des plantations. Si elle n'est pas la seule cause de la vague récente d'incendies de forêt et de tourbière en Indonésie, l'huile de palme contribue néanmoins au classement élevé de ce pays sur la liste des plus gros émetteurs de CO₂.

“ Les alternatives existantes à l'huile de palme ne sont pas meilleures pour la santé, voire sont plus nuisibles pour l'environnement. La seule alternative valable est donc l'huile de palme durable. ”

Eddy Esselink, de la Task Force Huile de palme durable aux Pays-Bas

La guerre du Nutella

Une preuve que le débat est toujours d'actualité ? Lors d'une interview réalisée l'été dernier, la ministre française de l'Environnement, Ségolène Royal, a recommandé à ses compatriotes de ne plus acheter de Nutella. Pour justifier ses propos, elle fit référence à la déforestation en Asie du Sud-Est, imputable notamment à la culture des palmiers à huile. Suite à cette intervention ministérielle, le gouvernement italien et le producteur Ferrero sont entrés dans une colère noire. Pour les organisations environnementales, la ministre avait raison sur le fond, mais elle a choisi un mauvais exemple. Ferrero compte en effet parmi les entreprises les plus soucieuses de la pérennisation de la filière.



La réponse de l'industrie

Sous la pression d'organisations environnementales et de l'opinion publique, l'industrie a pris un premier train de mesures au cours de ces quinze dernières années.

2004 Lancement officiel de la RSPO, la *Table ronde pour l'huile de palme durable*.

↓ L'initiative est lancée par l'industrie, mais des ONG comme le WWF et Oxfam y siègent aussi. La RSPO adopte un code de conduite comprenant 8 principes et 39 critères. Son application est sous-tendue par un modèle de certification tant des producteurs que des transformateurs et des négociants.

2008 Le premier bateau chargé d'huile certifiée par la RSPO accoste dans un port européen.

2013 Suite à de nombreuses critiques de la part d'ONG, la RSPO durcit ses critères. Plusieurs entreprises et ONG désireuses de se concentrer sur la protection des forêts, des tourbières et des communautés locales se regroupent au sein du POIG (*Palm Oil Innovation Group*).

2014 D'autres entreprises lancent leurs propres initiatives, comme le SPOM (*Sustainable Palm Oil Manifesto*), semant ainsi la confusion.

2015 20 % de la production mondiale d'huile de palme sont certifiés RSPO et ce pourcentage augmente d'année en année. La certification RSPO est donc de toute évidence un système qui séduit l'industrie. La demande est d'autre part aussi à la hausse, même si elle reste à la traîne par rapport à l'offre. Aujourd'hui, seule la moitié de l'huile de palme certifiée est vendue en tant que telle.

2016 Lancement de RSPO Next, en réponse aux critiques incessantes.

Réactions du monde des ONG

Le **WWF** s'est d'emblée adjugé un rôle constructif, mais critique au sein de la RSPO, comme nous l'explique Sabien Leemans, coordinatrice politique de WWF-Belgique : « La RSPO est la seule initiative à même d'inciter la plupart des industriels à s'engager dans la voie de la durabilité. Bon nombre d'entre eux doivent en effet encore faire les premiers pas en vue de proscrire les pratiques illégales, condition sine qua non pour ensuite obtenir le certificat RSPO. Mais cela ne peut s'arrêter là.

Certains éléments, pourtant importants, ne sont pas encore suffisamment accentués, comme la protection des forêts secondaires et des tourbières, par exemple. RSPO Next s'y attache certes, mais une véritable transition nécessite de rendre obligatoire l'engagement jusqu'ici volontaire. »

Greenpeace a toujours été particulièrement critique vis-à-vis de la RSPO. Dans son dernier rapport *Indonesia's Forests : Under Fire*, Greenpeace fait le lien, images satellite à l'appui, entre des membres RSPO et la déforestation, l'assèchement des tourbières et les incendies ravageurs de l'automne 2015. « Même après la révision de ses critères, la certification RSPO ne garantit pas une huile de palme sans déforestation », déclare Sébastien Snoeck, chargé de mission forêts chez Greenpeace Belgique. « Ces critères sont trop souples et les principaux éléments relèvent toujours de la bonne volonté. Même RSPO Next ne change pas fondamentalement la donne, alors que, pour les forêts indonésiennes, le temps presse réellement ! »



Plantation en Papouasie, Indonésie © CIFOR

Certification RSPO

En raison de la complexité de la filière, la RSPO distingue quatre niveaux de certification :

- *Book and Claim* : le planteur obtient un certificat pour chaque tonne d'huile issue d'une plantation conforme aux critères RSPO, qu'il peut ensuite offrir sur le marché virtuel GreenPalm. Les entreprises peuvent acheter ce certificat et labelliser leur produit comme « durable » (sans pour autant qu'il contienne effectivement de l'huile certifiée).
- *Mass balance* : les entreprises achètent de l'huile de palme certifiée, mais les huiles conventionnelles et durables peuvent être mélangées en amont de la chaîne. Les entreprises ne peuvent évidemment pas vendre plus d'huile de palme durable que ce qu'elles ont acheté.
- *Segregated* : l'huile certifiée est séparée de celle non certifiée du début à la fin de la chaîne, ce qui garantit que l'huile de palme contenue dans le produit provient effectivement de plantations certifiées.
- *Identity preserved* : ce système permet une traçabilité complète depuis la plantation d'origine.

En 2013, deux tiers de l'huile de palme certifiée RSPO rentraient dans le système *Book & Claim*. Depuis, cette part baisse progressivement pour avoisiner les 50 %, tandis que le nombre de chaînes d'approvisionnement physiquement séparées ne cesse de croître.

RSPO Next

En réponse aux critiques formulées, la RSPO entend lancer, dans le courant de 2016, une nouvelle certification, intitulée RSPO Next. Si les détails ne sont pas encore communiqués, l'organisation prévoit une série de critères supplémentaires pouvant être observés volontairement par les entreprises pour mettre en exergue leur engagement envers la durabilité. Ce « next level », ce pas supplémentaire devrait éliminer, pour les entreprises y adhérant, toute déforestation, incendie de forêt ou accaparement de tourbières.



Et Jefri Saragih, Directeur de l'ONG indonésienne **Sawit Watch** engagée dans la lutte contre la déforestation, de renchérir : « Les feux de forêts et de tourbières n'ont jamais été aussi catastrophiques qu'en 2015. La responsabilité n'en est que trop facilement rejetée sur les petits producteurs. Or, le recoupement des images satellite des foyers d'incendie avec les concessions des plantations de palmiers relève la présence de membres de la RSPO. En tant que membre nous-mêmes, nous avons déjà entamé plusieurs procédures de plainte. Mais tout cela prend beaucoup trop de temps. »

Fin décembre 2015, la RSPO a annoncé œuvrer à la surveillance des incendies et du rôle qu'y jouent potentiellement ses membres, mais déplore ne pas avoir intégralement accès à la cartographie la plus récente des concessions. Les affaires se trouvent dans une impasse juridique, tant en Indonésie qu'en Malaisie.

Greenpeace et le WWF sont en tout cas sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la mise en exergue des bons exemples. Tous deux sont activement impliqués dans le *Palm Oil Innovation Group* (POIG), une coalition d'ONG incluant des entreprises d'avant-garde. Si elle se base sur les critères de la RSPO, la Charte de ce groupe relève le niveau d'exigence dans trois domaines essentiels : l'écologie (déforestation, usage de pesticides...), la collaboration avec les communautés locales et la transparence. Le POIG a mis au point des indicateurs concrets pour ces critères et mené ses premiers audits d'entreprises en 2015. Les résultats se sont avérés positifs, preuve s'il en est qu'il est parfaitement possible d'être plus strict et rigoureux.

HCS un concept clé ?

Pour faire aboutir la lutte contre la déforestation et, partant, aussi contre le réchauffement climatique, Greenpeace a développé une méthodologie intitulée *High Carbon Stock Approach* ou HCS.

Celle-ci entend opérer une distinction objective entre différents types de végétation. Les régions forestières caractérisées par une forte séquestration du carbone ainsi que les jeunes forêts susceptibles de régénérer et d'emprisonner le carbone, doivent être préservées.

Les zones déjà déforestées et présentant peu de potentiel seront destinées à l'agriculture ou à d'autres fins. Le respect des communautés locales et de leur mode de vie fait aussi partie intégrante de l'évaluation. Un certain nombre d'entreprises ont déjà appliqué l'approche HCS dans leur souci de démontrer qu'elles entendent réellement dissocier la culture des palmiers à huile de la déforestation.

Les membres du *Sustainable Palm Oil Manifesto* (SPOM), de leur côté, ne l'entendent pas de cette oreille. Fin 2015, ils ont réalisé leur propre étude HCS, axée sur le « bilan carbone neutre ». Celui-ci implique la prise en compte du stockage de carbone des plantations de palmiers à huile pour compenser la déforestation des autres zones.





L'Alliance belge pour une huile de palme durable

En novembre 2014, l'Alliance belge pour une huile de palme durable (BASP) a vu le jour sous l'égide du monde des entreprises. Cette Alliance compte deux types de membres : d'une part, une série de fédérations alimentaires et, d'autre part, neuf entreprises individuelles représentant ensemble près de 60 % de la consommation d'huile de palme dans le secteur alimentaire belge, dont Unilever, Vandemoortele, Lotus Bakeries et Ferrero. Si les fédérations visent à sensibiliser leurs membres à la problématique, les neuf entreprises formulent des objectifs concrets et mesurables.

→ Objectifs pour 2015

À court terme, l'ambition était de pérenniser à 100 % les politiques d'achat. Plus concrètement, les neuf entreprises s'étaient engagées à acheter exclusivement de l'huile de palme certifiée RSPO pour la fin 2015. Un objectif réalisé.

L'Alliance a aussi fièrement annoncé l'affiliation de DETIC, la fédération des producteurs et distributeurs de cosmétiques, savons et produits d'entretien, ce qui démontre que ce secteur se tourne lui aussi de plus en plus vers des dérivés d'huile de palme durable.

→ Objectifs pour 2020

Pour 2020, la barre est placée beaucoup plus haut. Selon Philippe Thiry, CEO d'Aigremont et président de l'Alliance belge pour une huile de palme durable : « Notre ambition est de renforcer les critères de durabilité. C'est-à-dire que nous voulons inclure la protection de toutes les zones forestières et tourbières à haute

valeur de conservation, viser une traçabilité intégrale (100 % Segregated) et appuyer explicitement les petits cultivateurs indépendants. Des plans annuels, assortis d'objectifs concrets, doivent permettre des avancées progressives. »

L'Alliance souhaite, dans le même temps, nouer des contacts avec des initiatives similaires dans d'autres pays européens en vue d'aboutir à une approche européenne.

Elle demande ainsi au gouvernement belge d'appuyer l'engagement des Pays-Bas à mettre l'huile de palme durable à l'ordre du jour du Conseil européen qu'elle préside au printemps 2016.



De gauche à droite: Ariane Louwaeghe et Philippe Thiry (BASP), Sabien Leemans (WWF) et Françoise Van Tiggelen (DETIC) © BASP

Les ambitions de l'Alliance satisfont le **WWF**.

Sabien Leemans : « Cette annonce représente une avancée importante. Mais elle signifie surtout qu'il y a encore du chemin à parcourir. Par exemple, pour définir les méthodes d'évaluation de ces nouveaux critères. Espérons que les choses évolueront rapidement au sein de la RSPO et que les expériences du POIG ou de RSPO Next pourront apporter un début de réponse. Il est par ailleurs important de délimiter le rôle des fédérations et de compter un nombre plus important d'entreprises individuelles parmi ses membres. Nous demandons enfin aussi au gouvernement d'œuvrer à un cadre législatif éliminant tout risque de déforestation ou de conflits sociaux en lien avec des matières premières comme le soja ou l'huile de palme. »



© Carsten ten Brink



© Banque mondiale

Greenpeace accueille également favorablement les objectifs annoncés.

Sébastien Snoeck : « De toutes les alliances, les belge et française nourrissent clairement les objectifs les plus ambitieux. Il leur reste toutefois encore une étape cruciale à franchir : la concrétisation des nouveaux critères ainsi que leur contrôle. La rapidité avec laquelle ils seront adoptés par l'ensemble du secteur et avec laquelle les transformateurs européens pourront mettre la pression sur les producteurs est un autre aspect primordial. À l'heure actuelle, de trop nombreux acteurs de la filière éludent encore le problème. Mais, nous ne saurions assez le répéter, le temps presse : dans cinq ans, il ne restera guère plus de forêts en Indonésie ! »

Un exemple : Lotus Bakeries

Il y a cinq ans, Lotus Bakeries lançait un projet de durabilité, articulé notamment autour de l'huile de palme. En 2011, l'entreprise a adhéré à la RSPO. Si elle a commencé par acquérir des certificats *Book & Claim*, elle est entretemps intégralement passée aux systèmes *Mass Balance* et *Segregated*. « C'est un choix délibéré », nous confie Els Rutsaert, Corporate QA Manager chez Lotus Bakeries. « Le système RSPO offre trop d'échappatoires et opter pour *Book & Claim* se résume à se donner bonne conscience. Nous avons des ambitions plus élevées. Cela n'a pas été simple, mais nous avons souvent été les premiers à demander à nos fournisseurs une séparation complète du flux d'huile de palme certifiée. Nous y sommes parvenus, et les félicitations de Greenpeace nous motivent à continuer à avancer dans cette voie. Le système dont nous souhaitons disposer en fin de compte doit permettre de tracer l'origine de notre huile de palme, de prévenir toute déforestation et de ne pas exploiter les petits producteurs ni les communautés locales. »

Quel rôle pour le consommateur ?

Fait remarquable s'il en est : lors d'une conférence organisée par l'Alliance belge pour une huile durable à la fin de 2015, la question a été soulevée de savoir quel rôle devait jouer le consommateur, question qui a laissé sceptique la plupart des parties présentes. Il faut y voir un lien avec la discussion sur les effets pour la santé : le Conseil supérieur de la santé ayant recommandé de limiter la consommation d'huile de palme, les entreprises sont peu enclines à mentionner la présence de cet ingrédient sur l'emballage de leurs produits. Elles n'utilisent donc guère le label RSPO, contrairement par exemple aux acteurs de la filière du cacao, qui ont également pris des engagements pour 2020 et qui se concurrencent en mettant le terme « durable » à toutes les sauces sur les emballages.





“Nous sommes particulièrement fiers que tous nos membres achètent dorénavant exclusivement de l’huile de palme certifiée 100% RSPO. Pour 2020, nous plaçons la barre plus haut encore, avec des critères supplémentaires visant la protection totale des forêts et marécages à haute valeur de conversation. Il est important que les ONG continuent à suivre ce processus avec vigilance, car leurs exigences sont pour la plupart justifiées et fondées.”

Philippe Thiry, président de l’Alliance belge pour une huile durable



Pépinière d'huile de palme en Indonésie. © Ryan Woo for Center for International Forestry Research (CIFOR).

Sources

- *Vers une huile de palme durable ?* (2013), article publié sur www.befair.be.
- RSPO : www.rspo.org
- SPOM : www.carbonstockstudy.com
- POIG : www.poig.org
- WWF : www.wwf.be et www.panda.org/palmoil. Vous y trouverez, entre autres, les textes suivants : *WWF statement on the required characteristics of sustainable palm oil initiatives* (2015), *FAQ on WWF's position on the range of sustainable palm oil commitments, bodies and standards* (2014) et *Palm Oil Scorecard 2013*.
- Greenpeace : www.greenpeace.org, publiant entre autres les rapports *Certifying Destruction. Why consumer companies need to go beyond the RSPO to stop forest destruction* (2013) et *Indonesia's Forests: Under Fire* (2015).
- Approche HCS : www.highcarbonstock.org
- L'Alliance belge pour une huile durable : www.huiledepalmedurable.be



WWW.BEFAIR.BE

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**